Industrie Canada Industry Canada

Canada

www.ic.gc.ca/trimestrielPME

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA PETITE ENTREPRISE

VOLUME 12, N° 3, NOVEMBRE 2010

GRANDES *tendances*

- **Entre le deuxième trimestre de 2009 et le trimestre correspondant de 2010, le nombre d'insolvabilités d'entreprises a chuté de près de 24 %, passant de 1 837 à 1 401. Toutefois, la valeur des insolvabilités pendant cette période a grimpé, passant de 1,8 milliard à 3,6 milliards de dollars.**
- **Le nombre d'employés salariés s'est accru de 28 893 au deuxième trimestre de 2010, ce qui correspond à une hausse de l'emploi sur 12 mois de 0,2 %. Les petites entreprises[1] ont créé 35 549 emplois et les grandes entreprises en ont créé 728. Par contre, les moyennes entreprises ont perdu 7 385 emplois.**
- **C'est dans le secteur de la construction que les petites entreprises ont créé le plus grand nombre d'emplois au deuxième trimestre de 2010 (gain de 23 014 emplois), suivi du secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (gain de 9 755 emplois).**
- **Entre 2001 et 2009, le nombre de travailleurs indépendants au Canada a augmenté de 2,2 % sur une base annualisée, pour se chiffrer à 2,7 millions en 2009. Au cours de la même période, le nombre de travailleurs salariés est passé de 12,7 millions à 14,1 millions, soit un taux de croissance annuel de 1,4 %.**
- **Les secteurs où le travail indépendant a connu la croissance annualisée la plus rapide entre 2001 et 2009 étaient celui de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de location à bail (5,6 %) et celui de la construction (4,2 %).**

[1] **Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés, les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.**

L'ENTREPRENEURIAT *au féminin*

Les femmes entrepreneures occupent une place importante au sein des petites et moyennes entreprises (PME) du Canada et contribuent dès lors largement à la richesse et à la création d'emplois dans tout le pays. L'accès au financement constitue un facteur essentiel pour la plupart des entrepreneurs, leur permettant de prendre leur essor, mais certains chercheurs craignent que les femmes propriétaires d'entreprise aient moins facilement accès au financement – ou bénéficient d'un financement dans des conditions de prêt moins favorables – que leurs homologues masculins.

Pour déterminer si les femmes propriétaires d'entreprise se heurtent effectivement à des obstacles particuliers pour ce qui est de l'accès au financement, Industrie Canada a produit en octobre 2010 le rapport intitulé *Profils de financement des petites entreprises : L'entrepreneuriat au féminin*. Ce rapport repose principalement sur les données de 2004 et de 2007 tirées de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de Statistique Canada. Il compare les caractéristiques des entreprises et les récentes activités de financement entre les PME dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et celles dont les hommes détiennent la majorité des intérêts[1] pour mettre au jour les différences entre les sexes et dégager de nouvelles tendances importantes parmi les PME dont les femmes sont propriétaires majoritaires.

Le rapport révèle qu'en 2007, les PME dont les femmes sont propriétaires majoritaires représentaient 16 % des PME[2] du Canada. En 2007 également, les femmes propriétaires d'entreprise étaient en moyenne plus jeunes

(*suite à la page 2*)

Sommaire

Insolvabilité des entreprises 3
Création d'emplois 4
Travail indépendant 5
Incidence de la récession et de la reprise sur l'emploi dans les PME 5
Financement des entreprises 7
Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs 7
Événements récents et activité à venir 8

(*suite de la page 1*)

et faisaient état d'un moins grand nombre d'années d'expérience en tant que gestionnaire ou propriétaire que leurs homologues masculins. Cependant, en 2004 et en 2007, le nombre d'employés et le revenu net avant impôt des entreprises dont les femmes étaient propriétaires majoritaires étaient comparables à ceux affichés par les entreprises dont les hommes détenaient la majorité des intérêts.

Contrairement à 2004, en 2007, les entreprises dont les femmes étaient propriétaires majoritaires étaient aussi nombreuses à chercher à obtenir un financement externe que celles de leurs homologues masculins, le taux de demande global étant de 17 % pour les deux groupes (tableau 1). Même si les taux de demande étaient très similaires, le montant du financement par emprunt demandé par les entreprises dont les femmes détenaient la majorité des intérêts correspondait en moyenne à moins de la moitié du montant moyen de financement par emprunt demandé par les entreprises dont les hommes étaient propriétaires majoritaires, et ce, tant en 2004 qu'en 2007. Pour déterminer les taux d'approbation tout en tenant compte des différences dans le montant du financement par emprunt qui était demandé, on a calculé pour chacun des deux groupes le ratio entre la somme de tout le financement par emprunt approuvé et la somme de tout le financement par emprunt demandé (tableau 2). En 2004 et en 2007, le ratio des deux groupes était très similaire, ce qui donne à penser qu'il n'existe guère de différence entre les entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts et celles de leurs homologues masculins pour ce qui est de l'accès au financement par emprunt.

En ce qui concerne les conditions de prêt, le rapport révèle que les entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts n'étaient généralement pas plus nombreuses que celles de leurs homologues masculins à devoir fournir une sûreté pour que leur prêt soit approuvé, et ce, en 2004 comme en 2007. Par ailleurs, le rapport ne fait état d'aucune preuve concluante selon laquelle les femmes propriétaires d'entreprise dont le financement par emprunt avait été approuvé se voyaient imposer des taux d'intérêt plus élevés que leurs homologues masculins. Dans l'ensemble, le rapport n'a pas trouvé de données probantes indiquant que les conditions de prêt imposées aux entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts étaient moins favorables que celles imposées aux entreprises dont les hommes sont propriétaires majoritaires.

Le rapport intégral est affiché à www.pme-prf.gc.ca/profilsfpe sous « Caractéristiques des propriétaires d'entreprise ». Pour recevoir les publications ultérieures, veuillez vous abonner à www.pme-prf.gc.ca/abonnement.

[1] Une « entreprise dont les femmes détiennent la majorité des intérêts » désigne une PME dont au moins 51 % des intérêts sont détenus par des femmes (il en est de même pour les entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts).

2 Exclut les organismes à but non lucratif, les organismes publics, les écoles, les hôpitaux, les filiales, les coopératives ainsi que les sociétés de financement et de crédit-bail.

*Tableau 1 : Taux de demande (%) selon le type de financement**

	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	**Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts**	**Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts**	**Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts**
Tout type de financement	**15**	**24**	17	17
Emprunt	**13**	**19**	12	12
à long terme	**5**	**9**	5	6
à court terme	**8**	**10**	8	8
Crédit-bail	**1**	**4**	**3**	**5**
Capitaux propres	1	1	1	1
Crédit commercial	**5**	**12**	8	9

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

*Tableau 2 : Financement par emprunt approuvé (montant moyen en dollars)**

	2004		2007	
	Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts	**Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts**	**Entreprises dont les femmes détiennent la majorité des intérêts**	**Entreprises dont les hommes détiennent la majorité des intérêts**
Emprunt à long terme moyen approuvé	161 000	221 000	**163 000**	**340 000**
Emprunt à court terme moyen approuvé	**43 000**	**96 000**	**72 000**	**177 000**
Montant total de l'emprunt approuvé	**68 000**	**147 000**	**118 000**	**284 000**
Montant total de l'emprunt approuvé divisé par le montant total de l'emprunt demandé	87 %	89 %	94 %	94 %

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004 et 2007.
* Les valeurs en caractères gras indiquent un écart entre les sexes statistiquement significatif au seuil de 5 %.

INSOLVABILITÉ[1] *des entreprises*

Au cours des deux dernières années, les entreprises du pays ont été aux prises avec de nombreux problèmes économiques et financiers. Outre des statistiques sur les écarts en matière de crédit, les fluctuations du taux de change, la production manufacturière et la demande globale de produits et services, les statistiques sur l'insolvabilité des entreprises peuvent être utiles pour évaluer la santé générale de l'économie canadienne.

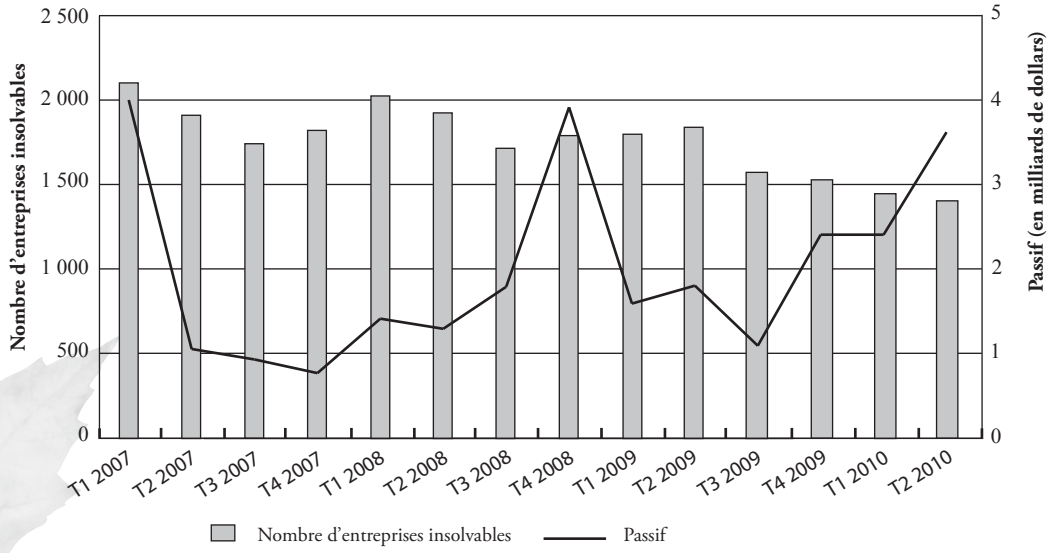
La figure 1 compare la valeur et le nombre d'insolvabilités d'entreprises au Canada entre 2007 et 2010. Le nombre d'insolvabilités d'entreprises, qui s'élevait à 1 837 au deuxième trimestre de 2009, a chuté depuis pour s'établir à 1 401 au deuxième trimestre de 2010. Il s'agit là d'un recul de près de 24 %.

En ce qui concerne la « valeur du passif lié aux insolvabilités », les chiffres récents indiquent que la valeur a fait un bond pour atteindre un niveau exceptionnellement élevé. La valeur du passif lié aux insolvabilités s'élevait à 3,6 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2010, soit le troisième montant le plus élevé enregistré durant un trimestre depuis le premier trimestre de 2007. Ce montant était également supérieur au niveau atteint au trimestre correspondant des années précédentes (1,1 milliard au deuxième trimestre de 2007, 1,3 milliard au deuxième trimestre de 2008 et 1,8 milliard au deuxième trimestre de 2009). Par ailleurs, la valeur des insolvabilités au cours des deux premiers trimestres de 2010 représente déjà près de 87 % de la valeur totale des insolvabilités enregistrée en 2009. Cela montre peut-être que la situation financière des entreprises dans l'économie continue à se dégrader.

Même si on ne le montre pas ici, la valeur moyenne des insolvabilités d'entreprises d'un trimestre à l'autre a suivi une tendance semblable à celle de la valeur totale des insolvabilités d'entreprises entre 2007 et 2010. La valeur moyenne a baissé progressivement, passant de 1,9 million de dollars au premier trimestre de 2007 à 429 000 $ au quatrième trimestre de 2007. Elle a par la suite augmenté pour atteindre un sommet au quatrième trimestre de 2008 (2,2 millions de dollars), puis est repartie légèrement à la baisse pendant les trois premiers trimestres de 2009 pour remonter à nouveau et s'établir à 2,6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2010.

[1] Les insolvabilités incluent les propositions (c'est-à-dire les propositions de restructuration aux créanciers) et les faillites. Les faillites représentent 86 % des cas d'insolvabilité.

Figure 1 : Insolvabilité des entreprises entre le 1er trimestre de 2007 et le 2e trimestre de 2010



Source : Bureau du surintendant des faillites Canada (www.bsf.ic.gc.ca).

CRÉATION *d'emplois*

Selon la toute dernière *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* de Statistique Canada, le nombre de salariés a augmenté de 0,2 % (28 893 emplois) au deuxième trimestre de 2010 par rapport au trimestre correspondant de 2009 (tableau 3). Bien que cette progression soit modeste, il s'agit d'un changement positif par rapport aux pertes d'emplois records enregistrées pendant les quatre derniers trimestres. D'après la ventilation selon la taille des entreprises, les petites entreprises ont créé 35 549 emplois, et les grandes entreprises en ont créé 728, alors que les moyennes entreprises ont perdu 7 385 emplois.

(*suite à la page 5*)

Tableau 3 : Variation nette sur 12 mois[1] de l'emploi rémunéré[2] selon l'industrie, deuxième trimestre de 2010

	Variation		% de la contribution à la variation totale, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
Trimestre	**%**	**Emplois**	**0–4**	**5–19**	**20–49**	**50–99**	***0–99***	**100–299**	**300–499**	***100–499***	**500+**
T2 2009	-2,3	-331 761	15,3	9,2	11,9	19,0	*55,4*	14,0	12,8	*26,9*	17,7
T3 2009	-2,5	-372 315	-4,4	20,7	14,7	19,2	*50,1*	14,7	14,3	*29,0*	20,9
T4 2009	-2,2	-325 721	4,3	9,7	7,3	13,7	*35,1*	19,9	10,7	*30,6*	34,3
T1 2010	-0,9	-128 249	-1,8	2,3	10,8	9,3	*20,5*	19,4	18,1	*37,5*	42,0
T2 2010	0,2	28 893	49,6	13,7	25,2	34,5	*123,0*	-5,9	-19,6	*-25,6*	2,5
Industrie			**Variation (emplois)**								
Exploitation forestière	5,6	1 978	352	1 005	1 334	301	*2 992*	252	-457	*-205*	-810
Exploitation minière, pétrolière et gazière	1,4	2 492	20	-202	1 425	783	*2 026*	-549	1 687	*1 138*	-670
Services publics	-7,0	-8 872	20	-103	219	-53	*83*	-592	229	*-363*	-8 592
Construction	4,7	37 257	-246	14 938	3 747	4 575	*23 014*	1 960	-65	*1 895*	12 348
Fabrication	-1,6	-23 941	-1 069	-2 927	-454	-2 458	*-6 908*	-1 763	-8 297	*-10 060*	-6 973
Commerce de gros	-0,6	-4 081	670	-2 745	-785	-428	*-3 288*	-466	142	*-324*	-467
Commerce de détail	-0,7	-13 935	-229	-8 422	-3 003	5 157	*-6 497*	-4 302	-2 984	*-7 286*	-152
Transport et entreposage	-1,4	-9 560	1 534	-579	-1 003	-675	*-723*	1 278	1 221	*2 499*	-11 336
Industrie de l'information et industries culturelles	-3,0	-9 689	203	505	-101	1 087	*1 694*	-2 065	829	*-1 236*	-10 146
Finance et assurances	3,0	19 972	49	-757	-428	1 776	*640*	2 577	1 888	*4 465*	14 866
Services immobiliers et services de location et de location à bail	-0,9	-2 087	-35	1 829	298	-860	*1 232*	2 159	-425	*1 734*	-5 051
Services professionels, scientifiques et techniques	0,0	367	4 009	-1 129	198	-1 608	*1 470*	4 617	-4 060	*557*	-1 659
Gestion de sociétés et d'entreprises	-9,1	-10 805	-258	-1 034	-997	-773	*-3 062*	-3 768	1 708	*-2 060*	-5 682
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	1,1	7 937	5 040	-812	345	-371	*4 202*	1 615	-640	*975*	2 759
Services d'enseignement	1,2	14 063	197	576	-912	-16	*-155*	-974	-582	*-1 556*	15 773
Soins de santé et assistance sociale	2,2	34 095	1 251	443	3 274	4 787	*9 755*	1 936	3 326	*5 262*	19 077
Arts, spectacles et loisirs	-1,9	-4 870	586	-289	25	-280	*42*	-2 151	-1 507	*-3 658*	-1 255
Hébergement et services de restauration	-1,4	-15 054	684	2 102	2 230	-816	*4 200*	108	1 238	*1 346*	-20 600
Autres services (sauf les administrations publiques)	0,4	2 248	1 429	1 043	1 248	-375	*3 345*	-1 555	-307	*-1 862*	765
Administrations publiques	1,1	11 373	127	531	627	203	*1 488*	-34	1 386	*1 352*	8 532
Total – Canada	**0,2**	**28 893**	**14 334**	**3 972**	**7 287**	**9 956**	***35 549***	**-1 715**	**-5 670**	***-7 385***	**728**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail*, septembre 2010.

[1] La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

[2] Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

(*suite de la page 4*)

Entre le deuxième trimestre de 2009 et le trimestre correspondant de 2010, la plus forte progression de l'emploi a été observée dans les secteurs de l'exploitation forestière (5,6 %), de la construction (4,7 %) et de la finance et des assurances (3,0 %). C'est dans le secteur de la construction que le plus grand nombre d'emplois a été créé (37 257), suivi des soins de santé et de l'assistance sociale (34 095 emplois). Par contre, on a enregistré le plus grand recul de l'emploi dans les secteurs de la gestion de sociétés et d'entreprises (-9,1 %), des services publics (-7,0 %) et des industries de l'information et des industries culturelles (-3,0 %). Le secteur de la fabrication est celui qui a perdu le plus d'emplois, soit 23 941, dont 70,9 % (16 968 emplois) dans les petites et moyennes entreprises. Parmi les autres industries où les entreprises ont enregistré un important recul de l'emploi, mentionnons l'hébergement et les services de restauration (15 054 emplois) et le commerce de détail (13 935 emplois).

C'est dans le secteur de la construction que les petites entreprises ont créé le plus grand nombre d'emplois (23 014). Elles sont à l'origine de plus de 60 % de la croissance de l'emploi dans cette industrie, suivie des soins de santé et de l'assistance sociale (9 755 emplois). Dans les moyennes entreprises, les importantes pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication (10 060 emplois) et celui du commerce de détail (7 286 emplois) n'ont été qu'en partie compensées par la progression de l'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (5 262 emplois) et celui de la finance et des assurances (4 465 emplois). Dans les grandes entreprises, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a fait état de la plus forte hausse de l'emploi, avec 19 077 emplois, tandis que le secteur de l'hébergement et des services de restauration a perdu 20 600 emplois.

TRAVAIL *indépendant*

Selon les derniers chiffres de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au Canada a atteint 2,7 millions en 2009, soit une hausse annualisée de 2,2 % depuis 2001 (tableau 4). Pendant la même période, le nombre de salariés est passé de 12,7 millions à 14,1 millions, ce qui correspond à un taux de croissance annuel de 1,4 %. Comme la progression du nombre de travailleurs indépendants a été supérieure à celle du nombre de salariés, la part des travailleurs indépendants a augmenté, représentant 16,0 % de la population active en 2009 par rapport à 15,2 % en 2001.

Les secteurs où le travail indépendant a connu la croissance annualisée la plus rapide entre 2001 et 2009 étaient celui de la finance, des assurances, des services immobiliers et des services de

(*suite à la page 6*)

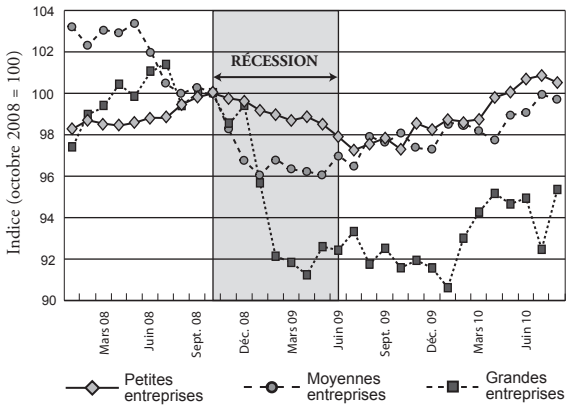
INCIDENCE DE LA RÉCESSION ET *de la reprise sur l'emploi dans les PME*

Le nombre d'emplois a atteint un sommet en octobre 2008, s'établissant alors à 17 204 200. Ce sommet a coïncidé avec le début de la récession au Canada. Entre octobre 2008 et juin 2009, le pays a perdu 376 900 emplois. Toutefois, signe de la reprise économique, le nombre d'emplois a ensuite augmenté de 398 800 entre juillet 2009 et août 2010.

Bien que l'emploi dans les petites entreprises se soit complètement rétabli depuis la récession (gain net de 68 700 emplois par rapport au sommet d'avant la récession, figure 2), la courbe de l'emploi pour les moyennes et les grandes entreprises était plus instable, ce qui donne à penser que ces entreprises ont été les plus touchées par la récession. En août 2010, les niveaux d'emploi dans les moyennes et les grandes entreprises sont demeurés inférieurs aux niveaux d'avant la récession (17 700 et 90 000 employés de moins, respectivement).

Les plus grands gains nets d'emplois par industrie au sein des petites entreprises ont été observés dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, qui a enregistré un gain de 129 600 emplois. Par contre, les petites entreprises du secteur de la fabrication ont affiché les plus grandes pertes nettes d'emplois (241 600).

Figure 2 : Niveaux d'emploi selon la taille de l'entreprise



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

(*suite de la page 5*)

location à bail (5,6 %) et celui de la construction (4,2 %). Parmi les autres industries où le travail indépendant a connu une croissance annualisée d'au moins 3,2 %, mentionnons les services professionnels, scientifiques et techniques; les soins de santé et l'assistance sociale; et l'information, la culture et les loisirs.

L'industrie qui comptait la plus grande proportion de travailleurs indépendants au Canada en 2009 était celle des services professionnels, scientifiques et techniques (15,6 %), suivie de la construction (13,5 %) et du commerce (11,2 %). Ces trois industries comptaient également le plus grand nombre de travailleurs indépendants en 2001. Entre 2001 et 2009, les trois secteurs qui ont le plus accru leur proportion de travailleurs indépendants étaient les suivants : la construction; la finance, les assurances, les services immobiliers et les services de location à bail; et les services professionnels, scientifiques et techniques. La proportion de salariés dans ces secteurs s'est elle aussi accrue. Par contre, dans le secteur de la fabrication, la proportion de salariés a chuté, passant de 16,8 % en 2001 à 11,9 % en 2009, et celle des travailleurs indépendants pendant cette période a reculé de 4,4 % à 3,7 %.

Tableau 4 : Répartition des travailleurs indépendants selon la catégorie de travailleurs et l'industrie au Canada, 2001 et 2009

	Employés							Travailleurs indépendants*						
	Nombre d'employés		Variation annualisée en %	Proportion d'employés		Proportion des travailleurs de l'industrie		Nombre de travailleurs indépendants		Variation annualisée en %	Proportion de travailleurs indépendants		Proportion des travailleurs de l'industrie	
	2001	2009	2001–2009	2001	2009	2001	2009	2001	2009	2001–2009	2001	2009	2001	2009
Secteur industriel	(milliers)			(pourcentage)				(milliers)			(pourcentage)			
Secteurs de la production de biens	3 166,8	3 022,6	-0,6	25,0	21,4	83,8	80,9	613,1	713,8	1,9	26,9	26,4	16,2	19,1
Agriculture	117,5	118,2	0,1	0,9	0,8	36,3	36,9	205,8	202,3	-0,2	9,0	7,5	63,7	63,1
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	234,8	272,3	1,9	1,9	1,9	84,2	86,1	44,1	43,9	-0,1	1,9	1,6	15,8	13,9
Services publics	124,1	147,1	2,1	1,0	1,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	560,5	795,4	4,5	4,4	5,6	68,0	68,5	263,8	366,0	4,2	11,6	13,5	32,0	31,5
Fabrication	2 129,9	1 689,7	-2,9	16,8	11,9	95,6	94,4	99,1	101,0	0,2	4,4	3,7	4,4	5,6
Secteurs des services	9 502,7	11 124,6	2,0	75,0	78,6	85,1	84,8	1 663,6	1 987,9	2,3	73,1	73,6	14,9	15,2
Commerce	2 062,1	2 337,9	1,6	16,3	16,5	87,3	88,6	301,2	301,9	0,0	13,2	11,2	12,7	11,4
Transport et entreposage	640,4	676,6	0,7	5,1	4,8	82,5	82,5	135,4	143,7	0,7	5,9	5,3	17,5	17,5
Finance, assurances, immobilier et location à bail	748,9	901,5	2,3	5,9	6,4	85,4	82,0	127,8	197,6	5,6	5,6	7,3	14,6	18,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	662,5	781,2	2,1	5,2	5,5	67,2	65,0	324,0	420,4	3,3	14,2	15,6	32,8	35,0
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	403,2	492,1	2,5	3,2	3,5	75,1	75,0	134,0	164,4	2,6	5,9	6,1	24,9	25,0
Services d'enseignement	934,4	1 134,8	2,5	7,4	8,0	95,2	95,1	47,2	57,9	2,6	2,1	2,1	4,8	4,9
Soins de santé et assistance sociale	1 356,4	1 717,8	3,0	10,7	12,1	88,1	87,9	183,9	237,2	3,2	8,1	8,8	11,9	12,1
Information, culture et loisirs	608,6	645,6	0,7	4,8	4,6	85,8	83,1	100,8	131,0	3,3	4,4	4,8	14,2	16,9
Hébergement et services de restauration	851,9	965,9	1,6	6,7	6,8	90,3	91,5	91,3	90,0	-0,2	4,0	3,3	9,7	8,5
Autres services	448,8	544,6	2,4	3,5	3,8	67,3	69,1	218,0	243,7	1,4	9,6	9,0	32,7	30,9
Administrations publiques	785,4	926,5	2,1	6,2	6,5	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tous les secteurs industriels	12 669,5	14 147,2	1,4	100,0	100,0	84,8	84,0	2 276,7	2 701,7	2,2	100,0	100,0	15,2	16,0

*Inclut les travailleurs familiaux non rémunérés.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active,* 2001 et 2009.

FINANCEMENT *des entreprises*

Entreprises à forte croissance

Les entreprises à forte croissance (EFC)[1] ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble des entreprises, mais elles contribuent de manière disproportionnelle à la croissance de l'emploi au Canada. Compte tenu de leur importance pour l'économie canadienne, on craint que la récente crise financière mondiale nuise à l'accès des EFC au financement. Par conséquent, Industrie Canada a mené une enquête spéciale sur les conditions de crédit ciblant les EFC, en vue d'examiner les répercussions de la crise du crédit sur leurs activités de financement en 2009.

Par rapport aux résultats de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* de 2007 de Statistique Canada, l'enquête de 2009 a révélé que les EFC étaient moins nombreuses à chercher à obtenir du financement externe en 2009 qu'en 2007 (32 % par rapport à 46 %, respectivement) (tableau 5). En particulier, la demande de financement par crédit-bail et crédit commercial de la part des EFC a fort diminué. Les taux d'approbation pour les EFC ont également diminué en 2009 par rapport à 2007, année où presque toutes les demandes de financement avaient été approuvées (tableau 5). Les taux d'approbation sont néanmoins demeurés supérieurs à 90 % en 2009, ce qui indique que la plupart des EFC avaient encore accès au financement en dépit de la contraction du marché du crédit.

Tableau 5 : Entreprises à forte croissance: Taux de demande et d'approbation (%) par type de financement

	Taux de demande		Taux d'approbation*	
Type de financement	**2007**	**2009**	**2007**	**2009**
Tout type de financement	46	32	99	91
Financement par emprunt	35	25	99	92
Crédit-bail	28	4	95	—
Financement par capitaux propres	4	2	—	—
Crédit commercial	34	2	99	—

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2007; Industrie Canada, *Enquête sur les conditions du crédit*, 2009.
* Une demande qui a été acceptée en totalité ou en partie est considérée « approuvée ». Le taux d'approbation exclut les applications qui étaient en cours d'examen ou qui ont été retirées par les demandeurs.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* (2007) de Statistique Canada ou l'*Enquête sur les conditions de crédit* (2009) d'Industrie Canada, visitez le site www.pme-prf.gc.ca/enquetes.

[1] Selon la définition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), une entreprise à forte croissance est une entreprise ayant une croissance annualisée moyenne (en termes de revenus ou d'emploi) supérieure à 20 % sur une période de trois ans, et comptant au moins 10 employés au début de la période de croissance.

Fondation canadienne des *jeunes entrepreneurs (FCJE)*

Encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes au Canada

L'entrepreneuriat constitue un outil puissant qui stimule l'innovation, la productivité, la création d'emplois et la croissance économique. En revanche, il est parfois difficile d'être propriétaire d'une entreprise et de l'exploiter, en particulier pour les jeunes entrepreneurs qui lancent leur première entreprise et cherchent à obtenir un financement de démarrage. Si l'on en croit les études récentes, les jeunes entrepreneurs au Canada ont peut-être moins accès au financement en raison de facteurs comme l'absence d'antécédents en matière de crédit et le petit nombre d'années d'expérience en gestion.

La Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs (FCJE) est une organisation philanthropique nationale qui cherche à relever ces défis en investissant dans les entrepreneurs âgés de 18 à 34 ans afin de les aider à démarrer et faire prospérer leur entreprise partout au Canada. Fondée en 1996, elle est déjà venue en aide à plus de 3 300 jeunes, dont les entreprises ont créé plus de 16 600 emplois et généré 93 millions de dollars en recettes fiscales ainsi que des centaines de millions en recettes de vente et d'exportation.

La FCJE, dont le siège social est à Toronto, offre son programme en collaboration avec d'autres organismes voués à l'entrepreneuriat au pays. À ce jour, elle compte 157 partenaires évoluant dans 1 276 collectivités. La FCJE compte également un corps de 3 152 volontaires, qui font office de mentors dynamiques ou participent à des comités locaux d'examen des prêts. Le gouvernement du Canada, bailleur de fonds de longue de date de la FCJE, lui a versé près de 38 millions de dollars. Le soutien le plus récent a été annoncé dans le budget de 2010, lequel prévoit une aide additionnelle de 10 millions de dollars à l'appui de la FCJE jusqu'au 31 mars 2011.

Contrairement à d'autres groupes qui offrent un financement aux jeunes entrepreneurs, la FCJE exige que tous ceux qui obtiennent un prêt soient jumelés pendant deux ans à un mentor d'entreprise expérimenté. Ces mentors offrent des avis afin d'aider les jeunes entrepreneurs à surmonter les problèmes à mesure qu'ils surgissent. À ce jour, le modèle de fonctionnement de la FCJE a donné lieu à un taux de remboursement de plus de 93 %.

Depuis les services et le commerce de détail jusqu'à la technologie propre et aux affaires électroniques, la FCJE joue un rôle essentiel dans l'amélioration des perspectives d'avenir pour les jeunes entrepreneurs au profit des collectivités canadiennes.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la FCJE, consultez le site www.fcje.ca.

ÉVÉNEMENTS *récents*

FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL : *Rapport sur la compétitivité mondiale 2010-2011*

En septembre 2010, le Forum économique mondial a publié le *Rapport sur la compétitivité mondiale 2010-2011*. Ce rapport fournit une évaluation de la compétitivité des économies nationales en utilisant un indice de compétitivité globale, qui comprend trois sous-indices mesurant les « besoins de base », les « dispositifs d'amélioration de l'efficacité » et les « facteurs d'innovation et de technicité » de chaque pays. Le Canada demeure parmi les dix premières économies concurrentielles dans le monde, mais il est passé de la 9e à la 10e place en 2009. La Suisse demeure en tête de liste, suivie de la Suède, de Singapour, des États-Unis et de l'Allemagne.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant le *Rapport sur la compétitivité mondiale* ou d'autres publications du Forum économique mondial, visitez le site www.weforum.org.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise
Direction générale de la petite entreprise et du tourisme

Le **Bulletin trimestriel sur la petite entreprise** est publié par la Direction générale de la petite entreprise et du tourisme d'Industrie Canada.

Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner ou modifier l'information de votre abonnement antérieur, faites votre demande à l'adresse www. ic.gc.ca/statistiquesPME/abonnement. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Owen Jung
Courriel : owen.jung@ic.gc.ca
Direction générale de la petite entreprise et du tourisme
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-998-2903
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.ic.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à droitdauteur.copyright@tpsgc.pwgsc.gc.ca

N° de cat. C12-18/12-3F-PDF

ISSN 1493-6658

60823

CENTRE DE GESTION DE CRISE DES PME DE L'APEC *et StatsAPEC*

Le Centre de gestion de crise des PME de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) est une initiative lancée par le gouvernement du Taipei chinois (Taïwan) à la suite de la crise financière mondiale. Le but du Centre est de surveiller et d'analyser les répercussions possibles des crises économiques nouvelles ou actuelles sur les PME et de les aider à se préparer et à intervenir en temps opportun. Le Centre publie également l'*APEC SME Economic Crisis Monitor*, qui comprend des rapports régionaux ainsi que de l'information sur les événements à venir et les nouvelles publications.

En outre, l'APEC a lancé son nouveau portail statistique, StatsAPEC, en juillet 2010. Par l'intermédiaire de ce portail, l'APEC fournit un accès gratuit aux données commerciales, financières et socio-économiques se rapportant à ses 21 membres, dont le Canada.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Centre ou s'abonner à l'*APEC SME Economic Crisis Monitor*, visitez le site www.apecscmc.org. On peut avoir accès à StatsAPEC à l'adresse http://statistics.apec.org.

ACTIVITÉ *à venir*

SALON NATIONAL DE LA FRANCHISE *et des occasions d'affaires*

Le Salon national de la franchise et des occasions d'affaires offre aux entrepreneurs la possibilité de rencontrer des représentants de franchises populaires et de s'informer sur les possibilités de franchise à temps plein et à temps partiel dans leur région. Parmi les points saillants du salon, mentionnons des séminaires gratuits offerts chaque jour, au cours desquels des spécialistes de l'industrie donneront des avis juridiques ainsi qu'en matière de financement et de planification des affaires. Cet événement aura lieu à Toronto (les 8 et 9 janvier 2011), à Halifax (les 23 et 24 janvier 2011), à Saskatoon (les 12 et 13 février 2011), à London (les 19 et 20 mars 2011), à Montréal (les 2 et 3 avril 2011) et à Vancouver (les 16 et 17 avril 2011).

Pour obtenir de plus amples renseignements sur cet événement, visitez le site www.salondelafranchise.ca.